

# TEMOIGNAGE DE VIE

17 octobre 2012

## UN COMBAT PERMANENT.

Notre combat pour vivre en famille dans un logement décent a commencé il y a plus de 20 ans. J'en ai aujourd'hui 42. Je suis père d'une famille de 6 enfants âgés de 13 à 23 ans.

Depuis que je me suis marié et qu'on s'est mis en ménage, nous avons dû déménager 7 fois avec notre famille qui s'agrandissait. Les logements que nous avons habités étaient tous trop petits ou insalubres.

Nous avons souvent eu froid, et nous avons pris l'habitude de nous cacher à cause de la honte de devoir vivre dans un taudis dans lequel on est obligé de rester, parce qu'on ne trouve rien d'autre. On n'a pas le choix.

Durant toutes ces années, nous n'avons jamais pu vivre dans un logement décent, adapté à notre famille nombreuse et à un prix abordable. Au contraire, au lieu d'aller vers un mieux, de construire notre chez nous, nous avons vécu de logement insalubre en taudis. Nous n'avons jamais eu que "les restes des autres".

Les nombreuses démarches pour obtenir un logement social n'ont jamais abouti. C'était toujours les mêmes réponses: « Vous êtes trop nombreux. » ou « Nous n'avons pas de logement pour les familles comme la vôtre. » ou encore « Monsieur, ça ne sert à rien de venir tout le temps, tous nos logements pour famille nombreuse sont occupés. ».

Il y a eu une courte parenthèse quand nous avons pu accéder à la propriété. Mais là encore, nous avons subi des pressions de tout côté parce que c'était un chalet en zone de loisir. A nouveau nous avons dû partir. Nous avons vendu notre chalet pour 2 fois rien, laissant derrière nous une dette importante qui nous a suivi pendant plusieurs années.

En 20 ans nous n'avons jamais vraiment pu poser nos valises quelque part et pouvoir dire "on est chez nous". Ce qui nous a fait tenir debout, ce sont nos enfants et la volonté de garder l'unité de notre famille.

## LES CONSÉQUENCES.

Les politiques, la presse, tout le monde parle beaucoup du manque de logements et surtout de logements sociaux, du prix de plus en plus élevé des loyers, des nouvelles exigences énergétiques, des personnes de plus en plus nombreuses qui vivent à la rue...

Tout cela est vrai mais on parle très peu de ce que cela produit sur les familles. Ce qu'on pense, ce qu'on ressent, l'analyse qu'on fait de nos conditions de vie, ça n'est entendu par personne. Même nous, on a difficile d'en parler, tellement on sait qu'on ne sera pas écouté et surtout pas compris.

Et puis il y a la peur, parce qu'on sait aussi que, si on parle, ça risque de se retourner contre nous et de nous enfoncer encore un peu plus. Alors souvent on se tait.

Pourtant ce sont surtout les conséquences du fait d'être mal logé qui nous enfoncent dans la misère. C'est un cercle vicieux qui t'enfoncé dans un trou et t'en ressort plus. Quand t'arrives à grimper une marche, tu en redescends de 2...

Quand on est mal logé, on doit déjà mener un combat quotidien pour se chauffer, s'éclairer, se garantir un minimum de sécurité... Ce combat là n'est souvent pas reconnu. En plus, on est confronté à toutes sortes de pressions de la part des communes, des services sociaux, des écoles...

Ces pressions, nous en subissons les conséquences au niveau de notre famille.

Quand les enfants étaient tout petits, nous avons été harcelés par les services sociaux. On se sentait surveillés, jugés. On nous a imposé des aides familiales qui nous disaient comment élever nos enfants, comment on devait vivre. Ils ont même cherché à diviser notre couple. Ce n'était plus tenable.

Ce sont d'ailleurs les nombreuses pressions des services sociaux pour nous séparer de nos enfants qui nous ont à chaque fois obligés à fuir vers un autre logement insalubre.

Etre mal logé amène des tas de difficultés au niveau administratif.

Quand on n'a pas la possibilité de choisir son logement, la plupart du temps il est insalubre mais en plus, bien souvent, on se retrouve face à un propriétaire qui a des pratiques douteuses.

Tout cela amène inévitablement des problèmes de domicile.

On a souvent un mal de chien à se faire domicilier. Soit l'agent de quartier met des semaines avant de passer, soit il avertit la commune de l'état du logement ce qui freine la procédure, soit il y a déjà un arrêté d'insalubrité... On nous domicilie mais en nous faisant clairement comprendre qu'on est juste toléré et que ça ne durera pas. Du coup les relations avec la commune et le CPAS sont d'office compliquées.

De plus, les problèmes de domiciliation entraînent d'autres problèmes en cascade: avec le chômage, la mutuelle, les allocations familiales, les écoles, le ramassage des poubelles, etc,...

Les conditions précaires de logement ont aussi des répercussions sur nos revenus: souvent à cause de l'insalubrité, les factures de chauffage, d'électricité sont très élevées. Quand on essaye de défendre nos droits en tant que locataire, les frais de justice nous coûtent chers. Quand on essaye d'accéder à la propriété, rien que pour les frais de dossier ça nous coûte 250euro. Et c'est comme si on les avait jetés à la poubelle car pour les maisons qu'on pourrait acheter, les travaux de rénovation imposés par la Région wallonne sont beaucoup trop coûteux. Quand tous ces frais s'accumulent, nous avons bien souvent très difficile de sortir d'une situation d'endettement.

Pire encore, ce sont parfois des primes ou des allocations auxquelles on a droit qui en fin de compte nous endettent au lieu de nous aider. Nous avons connu cette situation avec les ADEL. L'inspecteur de la Région wallonne était venu vérifier l'état du logement et avait donné son feu vert. Nous avons donc eu droit aux ADEL. Mais après 7 mois, la Région wallonne a été avertie par la commune que le logement avait été frappé d'insalubrité. La Région wallonne nous a donc supprimé l'aide. Mais en plus nous devons rembourser le montant correspondant au nombre de mois durant lesquels nous avons, selon la logique de l'administration, perçu indûment cette aide.

L'administration communale aurait dû nous prévenir en nous domiciliant qu'il y avait un arrêté d'insalubrité. La Région wallonne aurait dû être au courant de l'existence de cet arrêté en traitant notre dossier. Mais en définitive, c'est nous qui en avons chèrement payé les conséquences: plus d'aide pour payer le loyer, une dette de près de 2000euros à rembourser et des huissiers sur le dos.

Avec toutes ces pressions, on vit en permanence dans la peur et tout cela a des répercussions importantes sur notre santé:

Peur du SAJ, peur des services sociaux, peur du proprio, peur de l'huissier, peur des voisins... Quand on a peur, soit on devient violent, soit on se replie sur soi, on se cache ou on fuit. Mais on ne sait rien construire de durable.

Etre tout le temps harcelé, surveillé, jugé, ça peut démolir quelqu'un. On peut en devenir malade jusqu'à tomber en dépression ou pêter un câble. On en peut plus et on démissionne. C'est toute la famille qui en subit les conséquences.

Toujours devoir s'expliquer, se justifier de tout. Toujours recommencer à raconter son histoire, les échecs. Souvent avoir l'impression de ne pas être entendu, d'être mal compris. C'est très dur, ça amène un stress permanent et la santé mentale et physique se détériore.

### **LA FORCE DE CONTINUER.**

De 2008 à juin 2012, on est resté dans un logement qui était vraiment insalubre. On y a crevé de froid. On devait se débrouiller pour tout, même pour faire notre électricité. On se sentait vraiment mis à l'écart de la société. On perdait tout espoir. Ce n'était plus possible d'y passer encore un hiver.

On a fini par trouver une maison. Ca fait 2 mois qu'on a déménagé. La maison est grande, il y a des chambres pour tout le monde. Elle semble être en bon état mais il y a quand même pas mal de travaux à faire.

Le loyer est élevé et les charges vont nous coûter cher, surtout pour se chauffer. De plus, on n'est plus du tout dans la même région, et le bus qui venait chercher les enfants pour aller à l'école ne passe pas chez nous. Comme on n'a pas les moyens de les conduire, les 3 plus jeunes vont devoir aller en pension. Ce n'est pas ce que nous voulions pour eux et ça va nous coûter 650euro par mois...

On est mieux logé mais je ne sais vraiment pas comment on va joindre les 2 bouts.

Ce qui me tient debout, c'est l'avenir de mes enfants. Maintenant que les plus grands deviennent adultes, on va continuer à se battre à leurs côtés pour essayer qu'ils ne revivent pas la même chose que nous.

Mais ce combat, nous voulons qu'il soit reconnu, entendu et porteur de changements. C'est ce message que nous voulons vous adresser en cette journée internationale de lutte contre la misère.